

Unité départementale de l'Artois  
12, avenue de Paris  
62400 BETHUNE  
Mail : ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Béthune, le 03/03/2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2022

### **Partie nominative**

**MULLET COMBUSTIBLES**

boulevard Henri Martel

62210 AVION

Affaire suivie par : SEURON Bertrand

Téléphone : 03 21 63 69 00

Références : BS/BS 53-2022

Pièces jointes :

- photographies
- projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26/01/2022 de l'établissement MULLET COMBUSTIBLES implanté boulevard henri martel 62210 AVION. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

**Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- SEURON Bertrand , Inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées

**Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

Francine Demonchaux - propriétaire des terrains du site

Le courriel d'échange avec l'administration est : -

A noter que l'activité d'ensachage de charbon exercée sur le site n'était pas classable au titre de la rubrique n°2260 de la nomenclature ICPE (puissance installée de l'ensemble des 3 machines inférieure à 100 kW).

La société DME ALMY se limitait depuis à des activités de distribution et de stockage de produits pétroliers (activités soumises à déclaration pour les rubriques n°1434 et n°4734 de la nomenclature ICPE).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- cessation activité de la société MULLET COMBUSTIBLES

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
cessation d'activité	Code de l'environnement article R.512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il n'y a plus d'activité d'exploitation de charbon sur le site d'AVION. Des machines industrielles liées aux anciennes activités ainsi que des déchets divers sont toujours présents.

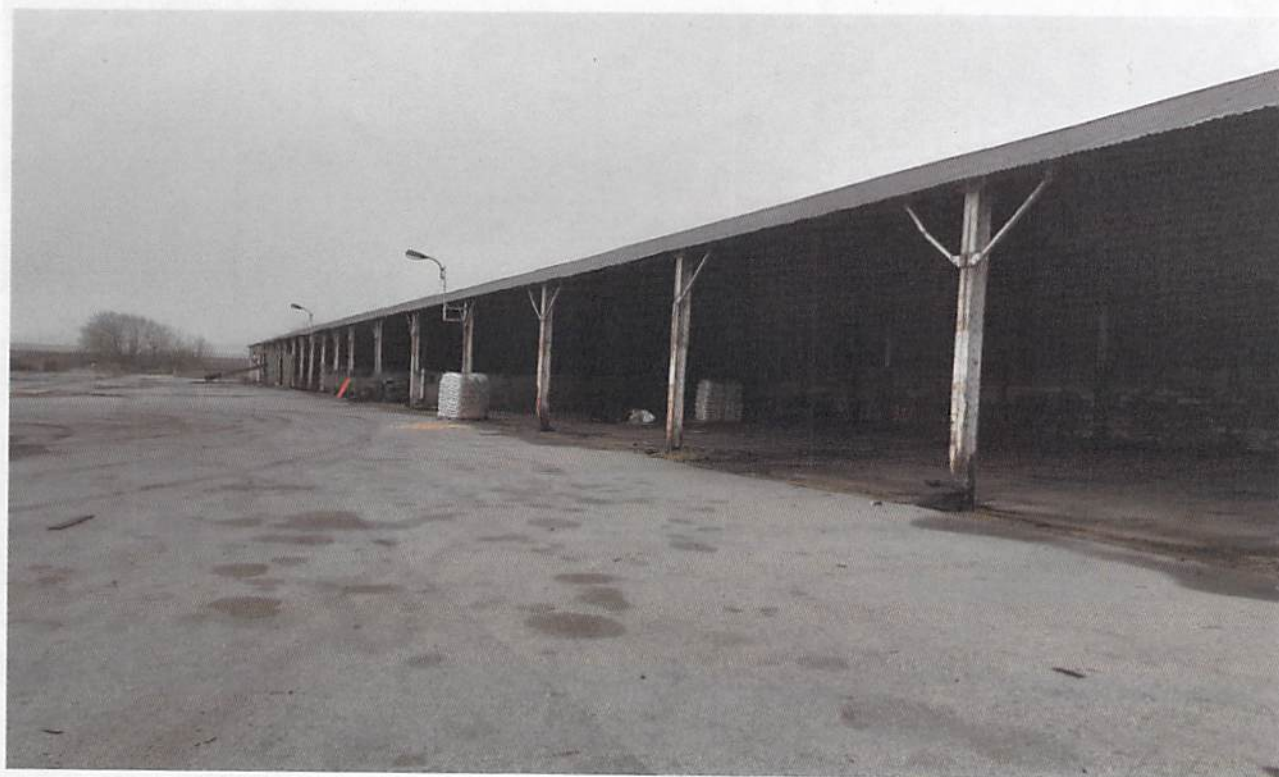
Le liquidateur judiciaire n'a pas notifié au Préfet la cessation d'activité des activités du site précédemment exploité par la société MULLET COMBUSTIBLES en indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement - article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> déclaration de cessation définitive des activités
<b>Prescription contrôlée :</b> R.512-39-1 I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;  2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;  3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;  4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il n'y avait pas d'activité industrielle (voir photographies en annexe).  Le site était clôturé et disposait d'un portail.  Sur site, il reste des bâtiments vétustes, des machines industrielles liées à l'activité de charbon (ensachage,...) et des déchets divers (ferrailles, containers plastiques, pneumatiques,...).  Le liquidateur judiciaire, qui se substitue à l'exploitant, n'a pas notifié au préfet la date de cet arrêt ni indiqué les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Il n'a pas non plus indiqué l'usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

Photographies prises le 26 janvier 2022 sur le site d'AVION



























**Projet d'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure**

**République Française**

**Société MULLET COMBUSTIBLES à AVION**

*(Article L.171-8 du code de l'environnement)*

**Le Préfet du Pas-de-Calais**

**---0---**

**Vu le Code de l'Environnement, en particulier les articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.511-1, L.514-5 ;**

**Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;**

**Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;**

**Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;**

**Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89-51 daté du 7 avril 1989 délivré à la société DEMONCHAUX ;**

**Vu la lettre envoyée le 23/03/2016 par la société MULLET COMBUSTIBLES à la Préfecture du Pas-de-Calais signalant un changement d'exploitant (reprise du fonds de commerce de la société DME ALMY) ;**

**Vu le rapport de l'inspection du 7/02/2017 proposant au Préfet de donner récépissé à la société MULLET COMBUSTIBLES de la reprise d'exploitation du dépôt de charbon précédemment exploité par la société DME ALMY ;**

**Vu le jugement du tribunal de commerce d'ARRAS du 16 juillet 2021 nommant Maître DEPREUX (SELARL DEPREUX et Associés) en qualité de liquidateur judiciaire de la société MULLET COMBUSTIBLES ;**

**Vu l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement relatif à la cessation d'activité des installations classées soumises à autorisation ;**

**Vu la visite d'inspection du 26 janvier 2022 réalisée sur le site de la société MULLET COMBUSTIBLES ;**

**Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant (Maître DEPREUX) par courrier du XX/XX/2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;**

**Vu les observations de l'exploitant (Maître DEPREUX) formulées par courrier/courriel du [précisez la date] ;**

**ou**

**Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;**

**CONSIDERANT ce qui suit :**

**1 - Maître DEPREUX, en qualité de liquidateur judiciaire de la société MULLET COMBUSTIBLES, se substitue à l'exploitant ;**

**2 - l'absence de notification au préfet de la mise à l'arrêt définitif du site MULLET COMBUSTIBLES (site soumis à autorisation pour la rubrique 4801 de la nomenclature ICPE) et l'absence d'indications des mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site ainsi que la prise de mesures nécessaires à sa remise en état ;**

**3 - face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le liquidateur judiciaire de respecter les prescriptions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;**

**SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;**

## **ARTICLE 1**

**Maître DEPREUX (SELARL DEPREUX et Associés) en qualité de liquidateur judiciaire de la société MULLET COMBUSTIBLES, est mis en demeure de respecter les prescriptions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement pour le site situé boulevard Henri Martel à AVION (62210) dans le délai indiqué ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).**

<b>PRESCRIPTION</b>	<b>ARTICLE</b>	<b>DELAÏ</b>
<p><b><u>Article R. 512-39-1</u></b></p> <p><b>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</b></p> <p><b>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</b></p> <p><b>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</b></p> <p><b>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</b></p> <p><b>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</b></p> <p><b>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</b></p> <p><b>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</b></p>	<b>R. 512-39-1</b>	<b>2 mois</b>

## **ARTICLE 2**

**Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.**

## **ARTICLE 3**

**Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.**

**Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).**

## **ARTICLE 4**

**Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié au recueil des actes administratifs du département.**

**Ampliation en sera adressée à :**

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;**
  - Monsieur le Maire de la commune d'AVION ;**
  - Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;**
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.**